

## CONSEIL MUNICIPAL du 9 octobre - 20 heures

### Résumé sommaire

**21 présents, 2 excusés, 2 procurations**

Maëva Hecquet est élue secrétaire de séance (23 pour).

Le Maire, Gilles KÉRÉZÉON, informe l'assemblée que l'ordre du jour est modifié et que le point 11, concernant la mise en place d'un Compte-Épargne-Temps est ajourné. Le conseil municipal n'émet pas d'objection.

#### **0. Compte rendu du Conseil municipal du 10 juillet 2020**

Le compte-rendu sommaire du 10 juillet 2020, est soumis au vote du conseil municipal et est adopté (18 pour, 5 abstentions : M. Jean-Bernard Yannic, Mme Brigitte Brémaud, Mme Marie-Christine Camenen, M. Gérard Mourrain, M. Bernard Le Quéré).

#### **1. Installations de nouveaux conseillers suite à des démissions :**

Françoise SALIOU, adjointe au Maire, informe l'assemblée que, suite aux démissions des conseillers municipaux suivants :

- Pascal Tanneau (le 24 juillet 2020 - remplacé par Francis Viel) ;
- Philippe Sandrin (le 5 août 2020 - remplacé par Véronique Le Scaon) ;
- Véronique Le Scaon (le 13 septembre - remplacée par Bernard Le Quéré),

Sont installés en qualité de conseillers municipaux, Francis Viel et Bernard Le Quéré.

Le tableau du conseil municipal en est ainsi modifié.

#### **2. Créations de postes de conseillers délégués ;**

Françoise Saliou, adjointe au Maire, présente la proposition du bureau municipal qui souhaite faire évoluer l'organisation de l'équipe municipale et propose :

- De créer un poste de **conseiller délégué à la voirie**, qui sera chargé de proposer dans son domaine de compétence et, par la suite, de mettre en œuvre les actions décidées par le conseil municipal ;
- De créer un poste de **conseiller délégué à la diffusion des informations**, qui sera chargé de proposer dans son domaine de compétence et, par la suite, de mettre en œuvre les actions décidées par le conseil municipal.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (18 pour, 5 contre : M. Jean-Bernard Yannic, Mme Brigitte Brémaud, Mme Marie-Christine Camenen, M. Gérard Mourrain, M. Bernard Le Quéré) valide la proposition et dit qu'à compter de ce jour deux postes de conseillers délégués sont créés.

#### **3. Nominations et retrait aux postes de conseillers délégués**

Françoise Saliou, adjointe au Maire, présente la proposition du bureau municipal de retirer la délégation de conseiller délégué aux finances à Serge Le Gouil, attribué par le conseil municipal le 26 juin 2020, et de nommer les conseillers suivants :

- o Dominique Guillou, conseillère déléguée aux finances ;
- o Michèle Le Goff, conseillère déléguée à la voirie ;
- o Audrey Monfort, conseillère déléguée à la diffusion des informations.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (18 pour, 5 contre : M. Jean-Bernard Yannic, Mme Brigitte Brémaud, Mme Marie-Christine Camenen, M. Gérard Mourrain, M. Bernard Le Quéré) valide la proposition.

#### 4. Constitution des commissions municipales (modifications) :

Françoise Saliou, adjointe au Maire, explique qu'à la suite des démissions et installations de nouveaux conseillers, il convient de procéder à une modification de la composition des commissions municipales et présente le nouveau tableau :

	Action sociale & Communication M-Thérèse Dufour	Sport, associations & culture Paul Cornec	Affaires Scolaires Françoise Saliou	Travaux Jean Claude Marle	Urbanisme Karine Mourrain	Environnement Philippe Lucas	Finances & Marchés Dominique Guillou
Gilles KERZEON							
Marie-Thérèse DUFOUR							
Paul CORNEC							
Françoise SALIOU							
Jean-Claude MARLE							
Karine MOURRAIN							
Philippe LUCAS							
Jean-Pierre PLOURINEC							
Michèle LE GOFF							
Serge LE GOUIL							
Dominique GUILLOU							
Anne Marie LE FLOCH							
Marc LE BLOND							
Audrey MONFORT							
Anthony LE MEN							
Laurence CARRE							
Maëva HECQUET							
Jean Bernard YANNIC			suppl		suppl		
Gérard MOURRAIN	suppl	suppl					
Marie-Christine CAMENEN				suppl			
Brigitte BRÉMAUD							suppl
Francis VIEL							
Bernard LE QUÉRÉ						suppl	

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (18 pour, 5 abstentions, M. Jean-Bernard Yannic, Mme Brigitte Brémaud, Mme Marie-Christine Camenen, M. Gérard Mourrain, M. Bernard Le Quéré) valide le tableau de composition des commissions municipales tel qu'annexé.

#### 5. Fixation des indemnités de fonction des élus

Françoise Saliou, adjointe au Maire, fait lecture des propositions du bureau municipal, pour conserver le montant de l'enveloppe, de répartir l'indemnité perçue par M. Le Gouil aux trois nouvelles conseillères déléguées.

La répartition du versement des indemnités (en référence à l'indice brut 1015), conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, aux élus est modifiée de la façon suivante :

	% indice 1015	montant individuel	montant total
Maire :	39,60 %	1 540,20 €	1 540,20 €
Adjoints :	19,30 %	750,65 €	4 503,90 €
Conseillers délégués :	5,00 %	194,47 €	583,41 €
<b>Total</b>			<b>6 627,50 €</b>

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (18 pour, 5 contre : M. Jean-Bernard Yannic, Mme Brigitte Brémaud, Mme Marie-Christine Camenen, M. Gérard Mourrain, M. Bernard Le Quéré)

#### 6. Désignation des membres de la CCID - Commission Communale des Impôts Directs

Françoise Saliou, adjointe au Maire, présente le rôle et les fonctions de la CCID et précise que la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) sollicite les communes à chaque changement de mandature pour déterminer la composition de la commission des impôts directs (CCID).

Puis Françoise Saliou, adjointe au Maire, présente la liste des personnes proposées et la soumet à l'approbation du conseil municipal

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (23 pour) valide la proposition et autorise le maire à soumettre la dite-liste à la DGFIP.

1	MME	DUFOUR	MARIE-THERESE	05/07/1953	13 RUE DES AUBEPINES 29710 PLOZEVET
2	M.	CORNEC	PAUL	23/08/1932	20 RUE DES AUBEPINES 29710 PLOZEVET
3	MME	SALIOU	FRANCOISE	21/01/1949	6 RUE DES AJOUCS 29710 PLOZEVET
4	M.	MARLE	JEAN CLAUDE	12/08/1980	11 RUE DES MOUETTES 29710 PLOZEVET
5	MME	LE GOFF	MICHELE	23/05/1956	2 KERISTIN 29710 PLOZEVET
6	M.	LUCAS	PHILIPPE	18/06/1951	6 RUE DE KERMAO 29710 PLOZEVET
7	MME	CARRE	LAURENCE	20/12/1979	90 RUE DE KERMAO 29710 PLOZEVET
8	M.	LE GOUIL	SERGE	17/12/1959	33 LEZAVREC 29710 PLOZEVET
9	MME	GUILLOU	DOMINIQUE	13/11/1963	10 LESNEUT 29710 PLOZEVET
10	M.	LE MEN	ANTHONY	08/01/1979	27 RUE DES GENETS 29710 PLOZEVET
11	MME	LE FLOCH	ANNE MARIE	05/12/1963	6 IMPASSE GARREC SU 29710 PLOZEVET

12	M.	LE BLOND	MARC	25/12/1963	11 RUE DE LA VIERGE 29710 PLOZEVET
13	MME	HECQUET	MAEVA	27/04/1984	26 RUE DE QUIMPER 29710 PLOZEVET
14	M	POURNEC	JEAN PIERRE	23/03/1958	2 RUE DES ALQUETTES 29710 PLOZEVET
15	MME	MCURRAIN	KARINE	24/03/1974	KERGUILLET 29710 PLOZEVET
16	MME	MOHFORT	AUDREY	07/05/1978	2 IMPASSE DES JONQUILLES 29710 PLOZEVET
17	M.	TANNEAU	PASCAL	10/11/1980	18 RUE DE QUIMPER 29710 PLOZEVET
18	M.	LE PAPE	RENE	10/05/1937	KERVEILLANT 29710 PLOZEVET
19	M.	BECKER	PHILIPPE	18/02/1953	21 CHEMIN DE LA CORNICHE 29710 PLOZEVET
20	MME	BOCQUET	FRANCOISE	11/04/1950	36 BIS RUE DU STADE 29710 PLOZEVET
21	MME	CALVEZ	GINETTE	06/10/1950	15 RUE D AUDIERNE 29710 PLOZEVET
22	MME	CAMENEN	MARIE CHRISTINE	14/02/1964	47 RUE DU MENHIR 29710 PLOZEVET
23	M.	HUARD	DIDIER	18/11/1945	LESTREOUZIEN 29710 PLOZEVET
24	MME	LE FLOCH	MARYSE	22/06/1960	3 RUE DES JARDINS 29710 PLOZEVET
25	M	LE QUERE	BERNARD	17/12/1958	10 RUE DE KERFELY 29710 PLOZEVET
26	MME	MARZIN	ANNIE	06/11/1944	11 MENEZ KERGOFF 29710 PLOZEVET
27	M.	MAUDUIT	WILFRIED	25/08/1955	32 RUE DES PERVENCHES 29710 PLOZEVET
28	M.	SANDRIN	PHILIPPE	10/10/1954	KERREROU 29710 PLOZEVET
29	M.	STRULLU	REMY	24/10/1947	26 RUE DU STADE 29710 PLOZEVET
30	M.	YANNIC	JEAN BERNARD	15/10/1950	9 CHEMIN DE KERGOLIER 29710 PLOZEVET
31	M.	GOURRET	GABRIEL	27/11/1945	19 RUE DE LA CHAPELLE 29710 PLOZEVET
32	M.	AUBRY	GILLES	09/12/1950	KERGUERNEC 29710 PLOZEVET

## 7. Attribution de subventions aux associations ;

Paul Cornec présente les conclusions de la commission sport, associations et culture et propose de reconduire l'aide au transport des jeunes selon les mêmes modalités que les années précédentes (transports scolaire).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal [23 pour {SAUF pour : Le Mondial Folk (21 pour, 2 non participations au vote : Marie-Thérèse Dufour et Bernard Le Quéré); la Ploz (21 pour, 2 non-participation au vote : Paul Cornec et Anthony LE MEN), Histoire et Patrimoine (22 pour, 1 non-participation au vote : Marie-Christine Camenen)}]] valide la proposition et prévoit l'inscription budgétaire.

### SUBVENTIONS VERSEES AUX ASSOCIATIONS

Catégorie	Demandeur	Attributions
Sports	La Ploz	3 000,00 €
Sports	La Ploz (pour achat matériels)	1 500,00 €
Sports	Galoche Plozévetienne	300,00 €
Sports	Club Judo	600,00 €
Sports	Ass.Sportive Collège	600,00 €
Sports	Handisport Cornouaille	50,00 €
Sports	Hand ball Cap Sizun	250,00 €
Sports	Cercle des bruyères	45,00 €
Sports	Aïkido de Plozévet	250,00 €
Sports	Ping pong club de Ploz	600,00 €
sports	Ping pong club de Ploz	500,00 €
Sports	Tennis club du Cap Sizun	15,00 €
Sports	Gym Plonéour	50,00 €
Sports	les archers du Castel	20,00 €
Social	Amicale Donneurs de sang	30,00 €
Social	Secours Populaire bigouden	100,00 €
Social	Secours Catho bigouden	100,00 €
Social	Entraide Cancer 29	30,00 €
Social	Croix d'or Cap sizun (alcool assistance)	75,00 €
Social	Ass vie Libre (addictions alcool)	30,00 €
Social	Asso Céline et Stéphane	30,00 €
Social	Ass des Laryngectomisés	30,00 €
Social	Chiens guides aveugles	30,00 €
Social	Resto du cœur	100,00 €
Social	Asso les petits bonheurs	75,00 €
Social	rêves de clown	30,00 €
social	Biblio sonore Quimper (les donateurs de voix)	30,00 €
social	asso paralysés de France-APF France Handicap	50,00 €
social	France alzheimer	100,00 €
social	asso des sclérosés en plaques AFSEP	30,00 €



social	enfance et partage	30,00 €
Loisirs	Société Chasse Plozévétienne	250,00 €
Loisirs	Plaisir de chanter	250,00 €
Loisirs	Du bonheur à l'ouest	250,00 €
scolaire	Amicale Laïque Plozévet	2 000,00 €
environ.	Eaux et Rivières de Bretagne	30,00 €
environ.	SNSM	500,00 €
environ.	solidarité paysans	30,00 €
Culture	Patrimoine Histoire plozévet	250,00 €
Culture	AWEN	250,00 €
Culture	Radio Kerné	75,00 €
Culture	Théâtre de la Devanture	250,00 €
Culture	Groove on earth	750,00 €
culture	Ar Redadeg	250,00 €
Culture	FNACA	250,00 €
Culture	Mondial Folk	900,00 €
Adhésion	Union des Maires 29 (AMF29)	reconduit
Adhésion	SPA	reconduit
Adhésion	Asso des Maires Ruraux du Finistère	reconduit
Adhésion	C A U E	reconduit
Adhésion	Anett (asso territoires touristiques)	reconduit
adhésion	ALF ( asso ludothèque)	reconduit
Adhésion	FIA (Finistère Ingénierie Assistance)	reconduit
Adhésion	Océade (restaurant scolaire)	reconduit
Adhésion	Vigipol	reconduit
Autres	Aide aux transports scolaires	reconduit

## 8. Dossier de Rénovation énergétique de l'aile ouest de la mairie

Jean-Claude Marle, adjoint au Maire, informe que dans le cadre du plan de relance du gouvernement, la Préfecture du Finistère a ouvert une nouvelle promotion de Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL). Le bureau municipal souhaite ainsi y inscrire la rénovation énergétique de l'aile ouest de la mairie.

Le montant du projet s'élève à 180 000 €HT et il est proposé au conseil municipal de solliciter 50 % de ce montant. Le plan de financement est le suivant :

Devis estimatif détaillé (en Euros)		Recettes	
Poste de dépenses	Montant		Montant
Rénovation et restructuration	116 500	DSIL	90 000
Sanitaires	3 000		
Eclairage	5 000	Auto-financement	90 000
Maître d'œuvre	13 740		
Diagnostic, analyse amiante	30 000		
Divers	11 760		
<b>TOTAL</b>	<b>180 000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>180 000</b>

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (18 pour, 5 abstentions : M. Jean-Bernard Yannic, Mme Brigitte Brémaud, Mme Marie-Christine Camenen, M. Gérard Mourrain, M. Bernard Le Quéré) valide la proposition et prévoit la dépense au budget.

## 9. Dossier de Rénovation de la mairie - Assistance à maîtrise d'ouvrage - avenant

Jean-Claude Marle, adjoint au Maire, rappelle que les travaux de rénovation du bâtiment de la mairie ont démarré, puis précise que le bureau municipal a souhaité que la SAFI, qui a assisté la Commune dans la première phase de conception des travaux, assure la mission d'assistance pour toute la durée des travaux. Le montant de la prestation s'élève à 39 726,50 €. La SAFI sera présente toutes les semaines aux réunions de chantier.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (18 pour, 5 contre : M. Jean-Bernard Yannic, Mme Brigitte Brémaud, Mme Marie-Christine Camenen, M. Gérard Mourrain, M. Bernard Le Quéré) valide la proposition et autoriser le maire à signer les documents s'y référant puis prévoit l'inscription budgétaire.

## 10. Délégations du Conseil municipal au Maire : modifications

Dominique Guillou, conseillère municipale propose à l'assemblée de modifier la délibération du 26 mai 2020 et de déléguer au Maire conformément à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, diverses missions citées ci-dessous :

Délégation du conseil municipal au maire :

3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal (300 000 €, 10 ans maximum, taux fixe inférieur à 5 %), à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article [L. 1618-2](#) et au a de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire. A ce titre, le Maire est autorisé à exercer, le droit de préemption urbain visé aux articles L.211-1 et suivants du code de l'urbanisme, également dans l'hypothèse d'une procédure d'adjudication (article R.213-15 du code de l'urbanisme).

Le Maire est également autorisé à exercer le droit de préemption dans les zones d'aménagement différé et les périmètres provisoires définis aux articles L.212-1 et suivants.

Le Maire est également autorisé à déléguer l'exercice des droits de préemption dont la commune est titulaire à l'Etat, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement, à l'occasion de toute aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa L.213-3 du code de l'urbanisme.

De même, le Maire est autorisé à se substituer au Département, au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ainsi qu'à l'établissement public chargé du parc national ou du parc naturel régional dans l'exercice du droit de préemption visé aux articles L.215-1 et suivants du code de l'urbanisme à l'intérieur des espaces naturels sensibles définis aux articles L.113-8 et suivants du même code et dans les parcs nationaux ou parcs naturels régionaux, lorsque le Département, le Conservatoire du littoral ou l'établissement public chargé du parc national ou du parc naturel régional ont renoncé à exercer leur droit de préemption ou ne sont pas compétents.

16° Le Maire est chargé pour toute la durée du mandat, d'intenter au nom de la commune les actions en justice (y compris les constitutions de partie civile) ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, pour tout contentieux intéressant la commune et devant toute juridiction,

française, européenne, internationale ou étrangère, et tout degré de juridiction Le maire peut transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 euros.

18° De donner, en application de l'article [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal (100 000 € en totalité) ;

21° D'exercer, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article [L. 214-1](#) du même code ;

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

En cas d'empêchement du Maire, que les subdélégations que ce dernier aura consenties aux adjoints et conseillers municipaux ne sont pas rapportées.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (18 pour, 5 abstentions : M. Jean-Bernard Yannic, Mme Brigitte Brémaud, Mme Marie-Christine Camenen, M. Gérard Mourrain, M. Bernard Le Quéré) valide la proposition et délègue au maire les compétences inscrites en annexe.

## **11. Désignation d'un représentant à FIA**

Dominique GUILLOU, conseillère municipale, présente la structure Finistère Ingénierie Assistance, qui est une émanation du conseil départemental, chargé d'aider les communes dans la conception et réalisation de leurs projets. La commune y adhère et les statuts de cette structure prévoient la représentation de la commune au sein de son conseil d'administration. Il est proposé de nommer le Maire représentant titulaire et Jean-Claude Marle, suppléant.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (18 pour, 5 abstentions : M. Jean-Bernard Yannic, Mme Brigitte Brémaud, Mme Marie-Christine Camenen, M. Gérard Mourrain, M. Bernard Le Quéré) valide la proposition.

## **12. Mise en place d'un CET - Compte Epargne-Temps**

**Point ajourné,**

## **13. Affaires foncières - Cession et vente de parcelles**

### **Kervelen**

Jean-Claude Marle, adjoint au Maire, explique à l'assemblée qu'à l'occasion de la vente de terrain entre personnes privées, il est proposé au conseil municipal de céder la parcelle communale ZY 143 (900 m<sup>2</sup>) qui est enclavée dans une des propriétés, de fixer le montant de la transaction à 0.40€/ m<sup>2</sup> et de vendre ladite parcelle à M. et Mme Rohou ou les acquéreurs de la propriété si la mutation est réalisée.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (23 pour) valide la proposition, dit que les frais seront à la charge de l'acquéreur, et autorise le maire à réaliser les opérations nécessaires, puis inscrit l'opération au budget.

### **Rue d'Audierne - Mme Le Berre**

Jean-Claude Marle, adjoint au Maire, présente la demande de Mme Le Berre, propriétaire du terrain situé rue d'Audierne qui souhaite acquérir la parcelle qui jouxte la sienne, cadastrée ZB 264 d'une contenance de 633 m<sup>2</sup>. Après avoir sollicité France Domaine, le bureau propose d'accepter la proposition pour un montant de 20 000 €, les frais annexes seront à la charge de la demanderesse.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (23 pour) valide la proposition, autorise le maire à réaliser les opérations nécessaires, précise que les frais nécessaires à cette mutation seront à la charge de l'acquéreur, puis inscrit l'opération au budget.



Jean-Claude Marle, adjoint au Maire, présente à l'assemblée le dossier situé à Kerongard Nabades : Il s'agit de retirer de l'espace public une parcelle qui sert uniquement à desservir quelques propriétés et dont les propriétaires souhaitent maîtriser l'aménagement.

Le bureau municipal propose d'une part, de sortir cette dite parcelle du domaine public pour l'intégrer dans le domaine privé de la commune, puis dans un second temps, mettre cette même parcelle à la vente. Pour ce faire, Jean-Claude Marle, adjoint au Maire, précise qu'une enquête publique est nécessaire.

Après en avoir délibéré (23 pour), le conseil municipal valide la proposition, autorise le maire à signer les documents et procéder aux démarches nécessaires à l'enquête publique puis à la vente de cette parcelle et prévoit l'inscription budgétaire et précise que tous les frais nécessaires à cette mutation seront à la charge de ou des acquéreurs au prorata des surfaces acquises.

### 0. Questions diverses

#### ❖ Information sur les contentieux en cours :

La commune a fait l'objet d'un contentieux visant au retrait de la délibération du 26 juin 2016, qui validait un schéma de principe de l'aménagement du bourg. En première instance, le Tribunal Administratif de Rennes a rejeté la demande (arrêt du 1<sup>er</sup> juillet 2019), les contestataires ont fait appel auprès de la Cour Administrative d'Appel de Nantes puis ont demandé à la cour, par un mémoire, enregistré le 16 juin 2020, qu'il soit donné acte de leur désistement d'instance.

Par un mémoire, enregistré le 23 juin 2020, la commune de Plozévet fait valoir qu'elle acceptait ce désistement et qu'elle renonçait à sa demande de frais de procédure au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Par audience publique le 17 juillet 2020, la Cour Administrative d'Appel décide :

*« Article 1er : Il est donné acte du désistement de la requête de M. et Mme Kérézéon et autres.*

*Article 2 : Il est donné acte du désistement des conclusions de la commune de Plozévet présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.*

*Article 3 : Le présent arrêt sera notifié à M. et Mme Gilles Kérézéon, désignés en tant que représentants uniques, et à la commune de Plozévet. »*

#### ❖ Aménagement du bourg :

Monsieur Jean-Bernard Yannic, conseiller municipal, interroge le Maire, sur la suite du projet d'aménagement du centre-bourg et plus précisément sur la concertation des commerçants et de la population.

Le Maire indique, en réponse, que ce sujet a été un enjeu de la campagne électorale et que les Plozévétiens(ne)s ont tranché clairement la question lors du scrutin. Il s'agit pour lui, et en priorité, de concrétiser ce projet trop longement débattu (de son point de vue)

#### ❖ Délais de convocation pour les conseils municipaux et les commissions :

Monsieur Jean-Bernard Yannic, conseiller municipal, interroge le Maire, les délais réglementaires concernant l'envoi des convocations.

Le Maire indique qu'un règlement intérieur, précisant les délais de convocations, sera voté au prochain conseil municipal.

#### ❖ Politique linguistique en faveur de la langue bretonne :

Monsieur Bernard Le Quéré, conseiller municipal, rappelle que Monsieur Kérézéon s'est prononcé en faveur de la promotion de la langue bretonne lors de la campagne municipale auprès du collectif Bec'h d'Ar Brezhoneg Ar Vro Vigoudenn ! et s'est engagé à mettre en place des propositions du collectif en

cas d'élection. Monsieur Bernard le Quéré interroge le Maire sur la mise en place des engagements pris.

Le Maire indique qu'il ne s'agit pas d'une priorité municipale.

#### ❖ Cimetière

Philippe Lucas informe le conseil municipal d'un projet d'aménagement au cimetière visant à limiter le temps d'intervention des Services Techniques pour la lutte contre les mauvaises herbes.

#### ❖ Informations diverses

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante qu'il a décidé de mettre fin au détachement de Madame Colette LAUTREDOU, Attachée territoriale sur l'emploi fonctionnel de Directrice générale des services.

Madame LAUTREDOU était détachée sur cet emploi, depuis le 1<sup>er</sup> février 2020.

La présente information est faite dans les conditions prévues par l'article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Cette mesure prendra effet le 1<sup>er</sup> février 2021.

La séance levée à 21h15.

Vu pour être affiché,  
Le Maire,  
Gilles KÉREZÉON

